

*Les crédits*

• (1030)

Il faut reconnaître comme priorité obligatoire la nécessité d'un apprentissage permanent durant toute la vie professionnelle d'une personne. Le gouvernement a réduit ses engagements dans ce domaine de première importance et il a de toute évidence été devancé par ses compétiteurs.

Le Japon, l'Allemagne, le Mexique, les États-Unis et presque tous nos principaux compétiteurs accordent une attention prioritaire au développement des ressources humaines. En cette époque de très grande compétitivité, le rendement économique des entreprises dépend plus que jamais de la bonne formation de la main-d'oeuvre.

Le Parti libéral croit que la formation ne correspond pas à un coût, mais plutôt à un investissement; l'éducation constitue un développement économique. Si nous voulons concurrencer efficacement le Japon, l'Allemagne, le Mexique et les États-Unis, les politiques du gouvernement fédéral doivent favoriser des niveaux et des types adéquats de perfectionnement professionnel au sein des entreprises. L'appui gouvernemental à la formation devrait être plus dynamique et mieux ciblé; toutefois, les programmes de formation dans l'industrie du Canada ne contribuent pas suffisamment à encourager les employeurs à offrir le genre de formation que les nouvelles technologies exigent.

On demande de plus en plus de souplesse aux employés des sociétés les plus compétitives, c'est-à-dire qu'ils doivent faire preuve d'une grande capacité d'apprentissage, vouloir s'adapter au changement et pouvoir travailler en équipes.

Toutefois, la souplesse n'aide pas si les jeunes décrochent de l'école. Plus de 30 p. 100 des élèves ne terminent pas l'école secondaire. Et puisque le chômage touche particulièrement les jeunes, ces chiffres indiquent qu'il faut de toute urgence s'occuper de la question des décrocheurs.

Je ne propose pas que le gouvernement fédéral assume la responsabilité des gouvernements provinciaux en matière d'éducation, mais je considère que le gouvernement fédéral doit assumer sa propre responsabilité et jouer son rôle de protecteur d'une base économique entièrement à contrôle canadien. Ce rôle doit être suffisamment présent pour assurer la place du Canada à l'échelle mondiale. Le gouvernement doit donc s'engager à fond dans cette mission.

On trouve peu de preuves de l'engagement du gouvernement à l'égard des Canadiens de nos jours. L'écart entre les riches et les pauvres s'élargit sans cesse. Le nombre d'assistés sociaux et de chômeurs atteint des

niveaux sans précédent, et plus de 700 000 enfants doivent compter sur les banques alimentaires pour manger quotidiennement. L'avenir des jeunes du pays est sombre. Tandis que les frais de scolarité augmentent et que le fardeau des dettes est de plus en plus lourd, bon nombre de jeunes désespèrent de trouver un emploi.

Dans ma circonscription, York-Nord, les effets de cette participation très partielle du gouvernement sont insidieux, mais ils se font sentir un peu partout. Le gouvernement devrait être un promoteur; il devrait au moins créer un climat favorable. Au lieu de cela, les habitants de la région de Toronto se sentent victimes des politiques du gouvernement. Des communautés entières sont menacées.

Selon une étude du *York Region Service Needs Committee*, les services destinés aux jeunes sont dans les limbes, vu que les niveaux provincial et municipal de gouvernement sont maintenant victimes de la rigueur financière intransigeante du gouvernement fédéral.

Les fonds pour les services d'orientation aux jeunes se sont évaporés; le chômage chez les jeunes augmente régulièrement du fait que les cours de recyclage et les programmes de placement sont incapables de conduire à des résultats. Pourtant, le gouvernement estime qu'il fait suffisamment.

Le résultat de cela, c'est l'échec des initiatives gouvernementales visant à améliorer de façon durable la compétitivité des entreprises partout au Canada. On ne devrait pas se demander si l'on dépense suffisamment en formation, mais bien si les Canadiens bénéficient d'un système efficace et novateur de formation qui produit des résultats.

Il est clair que plus le Canada a d'emplois bien rémunérés, mieux cela vaut. En conséquence, la plus importante politique que le gouvernement pourrait présenter est une politique qui augmenterait la capacité d'expansion des sociétés novatrices. Par ailleurs, cette expansion serait facilitée par une collaboration entre tous les participants.

Ce sont les gens qui font fonctionner l'économie. Pour soutenir la concurrence, nous devons disposer d'une réserve de Canadiens compétents dans les technologies de pointe. Nous devons avoir des communautés susceptibles d'attirer et de retenir ces personnes. Nous avons besoin de gens résolus à faire le maximum.

Il faut que les Canadiens soient convaincus qu'ils peuvent faire quelque chose, et il appartient au gouvernement de leur montrer qu'il est prêt à faire sa part.

**Mme Barbara Sparrow (secrétaire parlementaire du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** Monsieur le Président, j'apprécie certes la possibilité qui m'est offerte de participer au débat d'aujourd'hui.